

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE mono-attributaire**

**Maître de l'ouvrage**

**ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

**Objet du marché**

**Projet n° 25 043**

**DAF 2025 001102**

**Accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de  
diagnostics et de travaux de dépollution pyrotechnique  
au profit des emprises relevant du périmètre de compétence du SID SUD-OUEST**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1    Objet du marché.....	4
1.2    Durée du marché.....	4
1.3    Montant du marché .....	4
1.4    Décomposition en tranches et en lots .....	4
1.5    Intervenants .....	4
1.6    Travaux intéressant la défense – obligation de discrétion.....	5
1.7    Contrôle primaire des personnes physiques.....	6
1.8    Dérogations au principe d'exclusivité .....	6
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....</b>	<b>6</b>
2.1    Pièces particulières.....	6
2.2    Pièces générales .....	7
<b>ARTICLE 3 – IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>7</b>
3.1    Plan général d'implantation des ouvrages .....	7
3.2    Piquetage général .....	7
3.3    Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	7
<b>ARTICLE 4 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>7</b>
4.1    Période de préparation – programme d'exécution des travaux .....	7
4.2    Plan d'exécution – notes de calcul – études de détail .....	8
4.3    Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail.....	8
4.4    Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers .....	8
4.5    Registre de chantier .....	10
4.6    Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution .....	10
<b>ARTICLE 5 - FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ – BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX .....</b>	<b>11</b>
6.1    Répartition des paiements .....	11
6.2    Contenu des prix .....	11
6.3    Forme des prix.....	12

6.4	Modalités de règlement des comptes.....	12
6.5	Païement des sous-traitants.....	13
6.6	Clauses de financement et de sûreté.....	15
<b>ARTICLE 7 – DELAI D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....</b>		<b>15</b>
7.1	Délais d’exécution .....	15
7.2	Prolongation du délai d’exécution .....	15
7.3	Pénalités pour retard dans l’exécution des prestations.....	16
7.4	Pénalités forfaitaires pour absence aux réunions .....	17
7.5	Pénalités forfaitaires et unitaires pour incapacité .....	17
7.6	Prime d’avance.....	17
<b>ARTICLE 8 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS.....</b>		<b>17</b>
8.1	Essais et contrôles des ouvrages .....	17
8.2	Réception et achèvement des prestations.....	17
8.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d’ouvrage .....	18
8.4	Documents fournis après réception.....	18
8.5	Délai de garantie contractuelle .....	18
8.6	Garanties particulières .....	18
<b>ARTICLE 9 – ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>		<b>18</b>
<b>ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS DE MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>		<b>18</b>
<b>ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE .....</b>		<b>18</b>
<b>ARTICLE 12 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS REMIS.....</b>		<b>18</b>
<b>ARTICLE 13 – ASSURANCE.....</b>		<b>18</b>
<b>ARTICLE 14 – COMMUNICATION DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>		<b>19</b>
<b>ARTICLE 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>		<b>19</b>

## **LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE 1 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d’application des règles relatives aux interventions d’entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

ANNEXE 2 : Fiche de Contrôle primaire

ANNEXE 3 : Guide SUBCLIC pour la sous-traitance (SUBCLIC)

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 Objet du marché**

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est un **accord-cadre à bons de commande** sur bordereau de prix unitaires (BPU), ayant pour objet l'exécution de diagnostics et de travaux de dépollution pyrotechnique au profit des emprises relevant du périmètre de compétence du SID SUD-OUEST.

- BDD de Pau-Bayonne (64)
- BDD de Mont-de-Marsan (40,33)
- BDD de Bordeaux-Mérignac-Agen (33-47)
- BDD de Cazaux (33)
- BDD de Saint Maixent-Poitiers-Angoulême-Brive la Gaillarde (16,19,23,24,79,85,86,87)
- BDD de Rochefort-Saintes-Cognac- La Rochelle (16,17)
- BDD de Toulouse-Carcassonne- Montauban (09, 11, 31, 32, 46, 65, 66, 81, 82)

Les prestations concernant la BDD de Toulouse-Carcassonne-Montauban ne seront commandées sur le présent accord-cadre qu'à partir du 14 septembre 2027, un accord-cadre étant en cours sur les emprises concernées.

La description des prestations ainsi que leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

### **1.2 Durée du marché**

Le présent accord-cadre est conclu pour une période ferme de (24) vingt-quatre mois à compter de la date de notification du marché. Il peut être reconduit à l'issue de ces deux (2) années et à sa date anniversaire, par tacite reconduction, pour une période d'une durée égale à douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois (4 ans).

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, il peut être mis fin au marché à l'expiration de chaque période (la première période de deux (2) années et la deuxième période d'une (1) année), à charge pour la personne publique d'en informer le titulaire du marché par décision notifiée par ordre de service un (1) mois au moins avant la fin de la période en cours. Toutefois, les prestations en cours et commandées par bon de commande avant expiration du marché devront être terminés par le titulaire.

En cas de non-reconduction du marché, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des bons de commande avant le terme du marché dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin du marché.

### **1.3 Montant du marché**

L'accord-cadre est passé sans montant minimum, avec un montant maximum mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

Le montant estimé annuel est mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

### **1.4 Décomposition en tranches et en lots**

Le présent marché ne comporte ni tranche, ni lot.

### **1.5 Intervenants**

#### *1.5.1 – Maître d'ouvrage*

La maîtrise d'ouvrage est l'État – Ministère des Armées et des Anciens Combattants - Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

#### *1.5.2 – Représentant du maître d'ouvrage*

La représentation du maître d'ouvrage peut être assurée par :

- La Directrice
- L'adjoint à la direction chargé des opérations

- Le sous-directeur Investissement (SD-INV)
- Les chefs de bureaux de la sous-direction des investissements
- Le sous-directeur de la Maintenance et Patrimoine (SD-MP)
- Le sous-directeur de la Synthèse, Prospective et Planification (SD-S2P)
- Le chef de l'unité de soutien du service d'infrastructure de la Défense SUD-OUEST concerné et son représentant

#### *1.5.3 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé*

Plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, sont appelés à intervenir sur le chantier. Afin de prévenir les risques résultant de leurs interventions simultanées ou successives, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est prévue par le maître d'ouvrage (article L. 4532-2 du Code du travail).

Cette coordination est prévue tant au cours de la conception de l'étude et de l'élaboration du projet qu'au cours de la réalisation des travaux (article L. 4532-2 du Code du travail). La période d'établissement des études de sécurité correspond, dans le cas présent, aux phases de conception et d'élaboration du projet.

Au regard notamment du montant des chantiers de dépollution pyrotechnique pouvant être atteint au cours de la durée de validité du marché et des périodes de reconduction, les opérations de dépollution pyrotechnique peuvent être soumises à l'obligation de déclaration préalable (article R. 4532-2 du Code du travail) et constituer des opérations de 2<sup>e</sup> catégorie (article R. 4532-1 du Code du travail) ; lesquelles nécessitent un coordonnateur de niveau 1 ou de niveau 2 (article R. 4532-23 du Code du travail) et un plan général de coordination. Dans la négative, les opérations de dépollution pyrotechnique ne sont pas soumises à l'obligation de déclaration préalable et constituent des opérations de 3<sup>e</sup> catégorie ; lesquelles nécessitent un plan général de coordination simplifié.

#### *1.5.4 – Chargé de sécurité pyrotechnique*

Conformément au décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié, et notamment à son article 4, le maître d'ouvrage désigne une personne physique ou morale dénommée « chargé de sécurité pyrotechnique » qui le représente sur le chantier de dépollution, dans les conditions définies par l'article 13 de ce même décret.

Le chargé de sécurité pyrotechnique ne peut avoir de lien de subordination juridique avec l'entreprise titulaire du présent accord-cadre.

#### *1.5.5 – La sous-traitance*

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations, sous réserve de l'acceptation de la société sous-traitante et l'agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations dues au titre du présent accord-cadre à bons de commande.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 et R. 2193-2 du code de la commande publique.

Les personnes physiques autorisées à accéder au site feront l'objet d'un contrôle primaire. A ce titre, une fiche de demande de contrôle primaire sera à compléter et à transmettre à l'autorité contractante. Cette fiche est disponible sur demande auprès du SID SUD-OUEST.

### **1.6 Travaux intéressant la défense – obligation de discrétion**

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense nationale. En conséquence, le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG/Travaux.

En référence à l'article 5.1.1 du CCAG/Travaux, il est précisé que toute information, document ou élément relatif aux objets mis au jour dans le cadre des opérations présentent un caractère confidentiel. Dans ce cadre, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. La décision de communiquer ces informations, documents ou éléments appartient au R.P.A.

Tout titulaire ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient des informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion constaté, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire devra prendre en compte les principales contraintes d'accès au site.

## **1.7 Contrôle primaire des personnes physiques**

### **Information sur les contrôles primaires des personnes physiques**

En plus des procédures d'accès au site (badge, sas,...), toute personne amenée à pénétrer sur le site doit faire l'objet d'une enquête de sécurité préalable.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de Fiches Individuelles de Contrôle Primaire **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné.**

Le modèle de ces fiches est fourni en annexe du CCAP. Celles-ci mentionneront les noms, prénoms, nationalités, date et lieu de naissance ainsi que les adresses de résidence actuelle des personnes pénétrant dans le site. En outre, la copie couleur de la carte d'identité, du passeport ou de la carte de séjour sera requise.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire **validée.**

- Toutes les demandes de Fiche de contrôle primaire des personnes physiques seront transmises au bureau de sécurité du SID SUD-OUEST par mail ([sid-sud-ouest.off-secu.fct@intradef.gouv.fr](mailto:sid-sud-ouest.off-secu.fct@intradef.gouv.fr)) avec bordereau d'envoi électronique ;
- Tout rejet de Fiche de contrôle primaire des personnes physiques par le bureau de sécurité pour cause de non-complétude des pièces constitutives sera retourné à l'entreprise pour réinitialisation de la demande ;
- En cas de retour « sans objection » des fiches de contrôle primaire des personnes physiques par l'autorité de contrôle, le bureau sécurité du SID SUD-OUEST informera l'officier de sécurité de chaque site.

**Dès l'attribution de l'accord-cadre,** le titulaire fera une demande de Fiche de contrôle primaire des personnes physiques (FICE), afin d'être en mesure d'accéder au site de façon autonome dès la notification du marché et le début des prestations.

### **Contrôle des accès**

En fonction des nécessités et des fréquences d'accès au site, des laissez-passer « permanent » ou « provisoire » pourront être délivrés.

Le titulaire pourra obtenir des badges « référent ». Un référent permet d'accompagner sur le site des personnes amenées à venir ponctuellement sur le site dans le cadre de l'opération.

## **1.8 Dérogations au principe d'exclusivité**

L'acheteur aura recours au titulaire pour l'attribution des bons de commande faisant l'objet du présent accord-cadre.

L'acheteur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre, des commandes pour lesquels le titulaire ne respecterait pas ses engagements contractuels, notamment en cas d'absence de réponse dans les délais aux diverses demandes SID SUD-OUEST relatives à un bon de commande ou un projet de bon de commande, non-respect des exigences de l'offre initiale, non-respect des engagements pris.

L'acheteur se réserve également la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre, les opérations passées en mandat de maîtrise d'ouvrage et en marchés globaux.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et son annexe financière dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant et dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi :

- Annexe I « bordereau de prix unitaires »
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant et dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi :
  - Annexe 1 : arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant et dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi :
- Les bons de commande.
- Le mémoire technique fourni à l'appui de l'offre.

## **2.2 Pièces générales**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux) pris par arrêté du 30 mars 2021, portant approbation du CCAG applicables aux marchés de travaux ;
- Les différentes normes en vigueur.

## **ARTICLE 3 – IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **3.1 Plan général d'implantation des ouvrages**

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG/Travaux, le plan général d'implantation des ouvrages est communiqué au titulaire lors de la réunion préliminaire ou préparatoire ; à défaut, lors de la période de préparation.

### **3.2 Piquetage général**

En application du 27.2.3 du CCAG/Travaux, s'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre.

### **3.3 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire, à ses frais, contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages, en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'hydrocarbures, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 (et ses annexes) et dans l'arrêté du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En outre, pour les opérations de destruction des mines et REG, le titulaire observera les mesures de protection décrites dans le manuel du service du déminage de la DDSC.

## **ARTICLE 4 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **4.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux**

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG/Travaux, la période d'exécution des travaux, objet d'un bon de commande, est précédée le cas échéant d'une période de préparation dont la durée varie selon le type de bon de commande :

Nature du bon de commande	Durée
Diagnostic sommaire préalable	1 mois
Etude de sécurité pyrotechnique	Néant
Déconstruction (phase diagnostic ou dépollution)	Néant
Dépollution pyrotechnique – « générale »	1 mois
Dépollution pyrotechnique – « spécifique »	1 mois ou Néant
Opération d'inertage/dénaturation	1 mois
Opération de sécurisation de points de sondage	1 mois

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, la période de préparation est exclue du délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.2.1 du CCAG/Travaux, le programme d'exécution, le projet des installations de chantier et le projet des ouvrages provisoires ne sont pas à fournir pendant la période de préparation.

Les obligations des parties sont précisées dans le C.C.T.P.

#### 4.2 Plan d'exécution – notes de calcul – études de détail

Les plans d'exécution, les notes techniques, notes de calcul, études de détails et études de synthèse sont à la charge du titulaire.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux est à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Il est spécifié que le visa des documents par le représentant du maître d'œuvre laisse à l'entrepreneur la totalité de la responsabilité, pour ce qui est de la conception tertiaire et de l'exécution des travaux.

Le titulaire soumet notamment, au visa du maître d'œuvre :

- \* le plan d'exécution des écrans de protection envisagés pour la protection des ouvrages et des installations sensibles ;
- \* le plan d'exécution des travaux envisagés pour la protection des ouvrages enterrés ;
- \* les Analyses de Sécurité du Travail (AST).

#### 4.3 Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

#### 4.4 Organisation, sécurité et protection de la santé des chantiers

##### 4.4.1 – Installations, fluides et énergie maintenus aux frais du titulaire

Le titulaire maintient, sur le chantier et à ses frais, l'eau potable, l'énergie électrique, la téléphonie et la connexion Internet aux conditions suivantes :



- \* le titulaire prend à sa charge toute demande d'autorisation auprès des services des sites ou des services publics compétents ;
- \* le titulaire peut être autorisé à faire exécuter des branchements sur les installations existantes ; le cas échéant, la fourniture, la pose des compteurs et les consommations sont à sa charge.

Le titulaire fournit, au maître d'œuvre, la copie du rapport de vérification des installations électriques, réalisé par un organisme de contrôle agréé.

Les lieux sont remis en état avant l'expiration du délai d'exécution des travaux

**Un procès-verbal avec photographies effectué en présence de la maîtrise d'œuvre avant le début des travaux attestera de l'état initial du bâtiment (intérieur/extérieur), des voiries et réseaux. Toutes dégradations éventuellement constatées par rapport à ce procès-verbal seront réparées, à ses frais, par le titulaire.**

#### *4.4.2 – Installations de chantier à réaliser par le titulaire*

Les installations de chantier sont décrites dans le C.C.T.P.

Conformément à l'article 31.1.2 du CCAG/Travaux, l'établissement et l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 31.1.4 du CCAG/Travaux, l'affiche indiquant le maître d'ouvrage pour le compte de qui les travaux sont exécutés n'est pas obligatoire.

#### *4.4.3 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

##### Les dispositions de l'article 28.3 du CCAG/Travaux sont remplacées par les suivantes :

Les mesures et dispositions fixées par le Code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé font l'objet des plans qui y sont énoncés, notamment en application du chapitre II du titre III du livre V de la partie 4 des parties législative et réglementaire de ce Code, ainsi que des dispositions de prévention des risques dus à l'amiante. Ces plans, lorsque leur établissement est de la responsabilité du titulaire, sont communiqués au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ainsi que, lorsque la réglementation l'exige, au R.P.A. L'absence de remise de ces plans fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Les dispositions du présent article 28.3 s'imposent à chacun des membres d'un groupement ainsi qu'à l'ensemble de leurs sous-traitants.

Lorsque les documents particuliers du marché stipulent l'établissement d'autres plans de prévention en matière de sécurité et de protection des travailleurs, ces plans sont élaborés par le titulaire au cours de la période de préparation des travaux dans les conditions fixées par le marché.

Le titulaire et ses sous-traitants prennent toutes les dispositions nécessaires pour respecter leurs obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination. En outre, ils doivent donner suite aux décisions prises par le maître d'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur S.P.S. et le chargé de sécurité pyrotechnique.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur S.P.S. ou le chargé de sécurité pyrotechnique se substituent à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'ils jugent nécessaires.

Le coordonnateur S.P.S. ou le chargé de sécurité pyrotechnique, en cas d'anomalie constatée, procèdent de façon progressive, suivant le cas :

- \* à une remarque verbale ;
- \* à une remarque écrite avec copie au maître d'ouvrage ;
- \* à une remarque en réunion de chantier avec mention sur le journal de chantier ;

\* à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître d'ouvrage avec mention au journal de chantier.

Chaque sous-traitant désirant intervenir sur le chantier remet, au coordonnateur S.P.S., son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. La copie du document est transmise au maître d'œuvre avec l'acte spécial de sous-traitance.

#### *4.4.4 – Restrictions particulières*

En ce qui concerne l'usage des voies et aires de la base aérienne ; notamment pour la circulation et le stationnement des véhicules et engins de chantier ou le transport de matières dangereuses ; le titulaire s'adresse au préalable aux services de la base aérienne.

#### *4.4.5 – Explosifs et produits dangereux*

L'article 32 du CCAG/Travaux s'applique uniquement pour les phases de diagnostic sommaire préalable entreprises hors chantier de dépollution pyrotechnique.

#### *4.4.6 – Mesures de sécurité contre l'incendie*

Pour la réalisation de tous travaux par point chaud, (notamment, les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, etc...), le titulaire doit, au préalable, en obtenir l'autorisation du chargé de prévention, via le maître d'œuvre. Le « permis feux » qui lui est délivré n'est valable qu'une (1) semaine.

Le titulaire du marché doit assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant notamment :

- \* la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche ;
- \* l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

#### **4.5 Registre de chantier**

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/Travaux, le R.P.A. n'impose pas la tenue d'un registre chantier.

#### **4.6 Dommage divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution**

Les dommages de toute nature, visés à l'article 35 du C CCAG/Travaux, s'entendent les dommages indirects compris.

### **ARTICLE 5 - FONCTIONNEMENT DU MARCHE – BONS DE COMMANDE**

Les missions de **DEPOLLUTION PYROTECHNIQUE** feront l'objet de bons de commande successifs, émis par le représentant de la maîtrise d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage confie, au titulaire, pendant toute la durée du marché, l'exécution de toutes les prestations de diagnostics et de travaux de dépollution pyrotechnique sur les sites par le présent accord-cadre.

Le titulaire ne peut prétendre au règlement de prestations que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit.

Néanmoins, le titulaire est tenu d'alerter par écrit le maître d'ouvrage si la commande qui lui est passée ne lui permet pas d'assurer la mission de dépollution pyrotechnique telle qu'elle est définie par la réglementation.

Chaque bon de commande émis avant la fin du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

#### **Chaque bon de commande précise notamment :**

- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La référence de l'accord cadre à bons de commande et du devis ;
- Le montant en euros HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant en euros TTC ;
- Le N° d'engagement chorus ;

- Le N° du service exécutant D10711C033 ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La nature et la description des prestations à exécuter ;
- Le délai d'exécution ;
- Les références de l'opération (n° COSI, intitulé COSI).

**Pour les accords-cadres à bons de commande dont le titulaire est un groupement solidaire, les bons de commande seront adressés au mandataire de ce groupement. Le mandataire est chargé de la transmission et de la signature du bon de commande à l'entreprise intervenante.**

Le bon de commande est adressé par courrier postal ou courriel à l'entreprise titulaire.

Si le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier au représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/Travaux.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans une annexe au bon de commande ou par OS dans les conditions fixées au C.C.A.P. et ne pourra en aucun cas être changé sans accord écrit du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par le R.P.A., une nouvelle commande se substituant à la précédente est notifiée au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu d'exécuter la commande, à charge pour lui de demander l'application des dispositions de l'article 55 du CCAG/TVX.

**Le titulaire a l'obligation de répondre à la sollicitation du maître d'ouvrage lors d'une demande de devis dans un délai de 10 jours ouvrés.**

**Si aucune réponse n'est apportée par le titulaire, les pénalités prévues à l'article 7 lui seront appliquées. Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage se réserve le droit de consulter un autre prestataire de services.**

## **ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX**

### **6.1 Répartition des paiements**

Chaque bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire du marché et ses sous-traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### **6.2 Contenu des prix**

Le prix est réputé complet et comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, et tient compte notamment de :

- la complexité de l'opération ;
- l'organisation de la maîtrise d'ouvrage.

Les prix du marché sont établis en supposant que la totalité des prestations sera exécutée.

Les prix du marché sont hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) et sont établis :

- en tenant compte de l'obligation de respecter le règlement intérieur de chaque emprise ;
- en tenant compte des contraintes d'accès et du temps nécessaire à l'obtention des autorisations d'accès ;
- en tenant compte de l'activité de chaque emprise et des contraintes afférentes ;
- en tenant compte des activités de tirs et d'essais des établissements et des contraintes afférentes ;
- en tenant compte que certaines manœuvres ou exercices (posture de protection) sont tenus secrets par l'autorité militaire jusqu'à leur déroulement effectif et qu'en conséquence, le site est susceptible d'être évacué ou inaccessible sans préavis et pour une durée indéterminée. Le cas échéant, les travaux seront interrompus et le délai d'exécution est prolongé d'une période égale à la durée d'interruption des travaux ;

- en tenant compte des techniques et méthodes de travail définies dans les ESP et leurs additifs, approuvés par l'inspection du travail ;
- en tenant compte de l'obligation de procéder, sous la conduite du chargé de prévention de chaque emprise, à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et les matériels.

S'il apparaît des risques liés aux interférences, les parties arrêteront, d'un commun accord et avant le début des travaux, le plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de prévenir ces risques. Le titulaire ne pourra commencer ses travaux ou prestation avant que le plan de prévention ne soit signé par l'autorité compétente.

- en tenant compte de l'obligation de participer aux réunions de préparation, de consultation, de coordination, réunions publiques, actions de communication auprès des services de chaque emprise ou des riverains et autres prestations de gestion permettant d'assurer le bon déroulement des opérations ;
- en considérant comme prévisible, le nombre de journée d'intempéries défini à l'article 4.2.2 du présent document ;
- en tenant compte de toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution, ainsi que sur la qualité et les prix des travaux ;
- les quantités donnant lieu à facturation sont des quantités arrondies au demi supérieur (exemple : 2.14 hectares → 2.50 hectares) ;
- en tenant compte de l'obligation d'observer les prescriptions de l'arrêté du 19 mai 202, relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

### 6.3 Forme des prix

#### 6.3.1 - Base des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de réception des offres indiquée en page de garde de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé "mois zéro".

#### 6.3.2 - Révision des prix

Les prix sont fermes les deux premières années. Les prix sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché (année N+ 2 et année N+3).

#### 6.3.3 - Modalité de révision des prix

Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde est donné par la formule :

$$Cn = \frac{In}{Io}$$

dans laquelle Io et In sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n de révision des prix (date anniversaire)

#### 6.3.4 Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'**index TP 03 A – Grand Terrassement**.

### 6.4 Modalités de règlement des comptes

#### 6.4.1 – Demande de paiement

##### Demande de paiement :

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG/Travaux, le titulaire devra présenter sa demande de paiement sous la forme de factures détaillées. Les demandes de paiement pourront être partielles (acomptes) dans les cas prévus aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique. La fréquence minimum des acomptes est de 3 mois.

### Décompte général :

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG/Travaux, le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général et le notifie avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 45 jours la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire,
- 30 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision éventuelle du solde le cas échéant.

Le projet de décompte final ne peut être remis au MOE qu'après établissement du PV des OPR et des propositions de réception du MOE au pouvoir adjudicateur.

#### *6.4.2 – Modalité d'établissement de la facture*

Pour chaque bon de commande, le règlement des prestations interviendra sur présentation d'une facture détaillée.

Les factures afférentes au paiement sont établies en un (1) exemplaire original et deux (2) copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du service exécutant suivant : D10711C033 (obligatoire pour le règlement) ;
- Le numéro d'engagement juridique Chorus du bon de commande (obligatoire pour le règlement) ;
- La date du bon de commande ;
- Le n° et date de l'accord cadre ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- La raison sociale du créancier, sa forme juridique, son capital social ;
- La référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- Le n° SIREN ou SIRET (obligatoire pour le règlement)
- La date et le n° de la facture ;
- Le n° de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total TTC ;
- La date de facturation ;
- La signature du titulaire.

Toute facture ne respectant pas les prescriptions ci-dessus sera dûment retournée au titulaire pour complément.

**Rappel :** la sous-traitance doit être déclarée pour chaque bon de commande. Pour chaque sous-traitant de premier rang payé directement par le maître d'ouvrage, le titulaire du marché doit avoir, préalablement à l'exécution du bon de commande, obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### *6.4.3 – Transmission des factures*

Les factures sont transmises par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

#### *6.4.4 – Délai global de paiement*

Le paiement de chaque commande interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

#### *6.4.5 – Intérêts moratoires*

Les modalités de règlement des intérêts moratoires sont fixées aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

### **6.5 Paiement des sous-traitants**

#### *6.5.1 – Désignation de sous-traitant en cours de marché*

Le titulaire du marché public peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles R.2193-3 à R.2193-4 du Code de la commande publique.

En application de l'article R. 2193-10 du code la commande publique :

- **Pour chaque sous-traitant de premier rang dont le montant du DC4 est inférieur** à 10 % du montant estimé annuel du marché, le titulaire devra joindre un projet d'acte spécial, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5, et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du titulaire et du montant de l'acte spécial concerné ;

- **Pour tout DC4 supérieur ou égal** à 10 % du montant estimé annuel du marché, le sous-traitant fera l'objet d'un paiement direct par l'administration ;

- **Pour chaque sous-traitant de second rang payé par le sous-traitant de premier rang**, le sous-traitant de premier rang devra joindre un projet d'acte spécial signé des 3 parties (titulaire du marché, sous-traitant de premier rang et sous-traitant de second rang), une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5, et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique et **une caution bancaire** au nom du sous-traitant de premier rang et du montant de l'acte spécial concerné.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant le titulaire remet les attestations d'assurance mentionnées ci-après.

Le titulaire adresse le dossier de sous-traitance en simple exemplaire par voie postale, sous pli recommandé avec accusé réception ou déposé contre récépissé au chargé d'affaire.

#### **Les démarches de transmission du dossier :**

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur demande **aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclik.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le **guide de démarrage** pour déclarer un sous-traitant est joint en annexe 3 du présent CCAP.

#### ***6.5.2 – Modalités de paiement direct***

Conformément aux articles R. 2193-11 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître d'œuvre, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le représentant du maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le titulaire joint à sa facture une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article R. 2192-10 du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa du présent paragraphe si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'œuvre de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **6.6 Clauses de financement et de sûreté**

### *6.6.1 – Retenu de garantie*

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

### *6.6.2 – Avance*

Conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Le titulaire peut refuser de bénéficier de l'avance.

Le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification du bon de commande.

## **ARTICLE 7 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES**

### **7.1 Délais d'exécution**

Le délai d'exécution de chaque prestation sera mentionné dans le bon de commande prescrivant de le commencer.

Le délai d'exécution des commandes court à compter de la date de début d'exécution des prestations indiquée sur le bon de commande.

Le titulaire **à l'obligation** de répondre à la demande de devis sous un délai de 10 jours ouvrés à réception de la demande par le maître d'ouvrage sous peine d'application de pénalités prévues à l'article 5.3.1

### **7.2 Prolongation du délai d'exécution**

#### *7.2.1 – Journées d'intempéries prévisibles*

En vue de l'application éventuelle du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le nombre de journées d'intempérie réputées prévisibles est fixé à zéro (0).

#### *7.2.2 – Prolongation liée aux intempéries*

En vue de l'application éventuelle du 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, le délai d'exécution des travaux est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée (le nombre de journées prévisibles est défalqué) :

<b>Nature du phénomène</b>	<b>Intensité limite</b>	<b>Durée</b>
Vent	94 km/h	2 jour
Pluie	37 mm/jour	2 jour

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Température	$\leq -8^{\circ}\text{C}$ ou $\geq 36^{\circ}\text{C}$	2 jour
Neige	8 cm	1 jour
Orage	-	1 jour
Brouillard au cours d'une journée de destruction	-	1 jour

Le cas échéant, le titulaire adresse, au maître d'œuvre, une demande de prolongation de délai liée aux intempéries, accompagnée des justificatifs de la station météorologique de Météo France la plus proche du chantier.

#### 7.2.3 – Prolongation liée à la sécurité

Le délai d'exécution des travaux est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel le chargé de sécurité pyrotechnique et/ou le coordonnateur S.P.S. interrompt les activités, à condition que la raison :

- ne soit pas déjà prise en compte au titre de l'article précédent ;
- ne soit pas liée à une faute commise par le titulaire ou ses sous-traitants.

Le cas échéant, le titulaire adresse, au maître d'œuvre, une demande de prolongation de délai liée à la sécurité, accompagnée de sa justification, contre signée par le chargé de sécurité pyrotechnique et/ou le coordonnateur S.P.S.

### 7.3 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant pour l'ensemble du marché.

Par dérogation aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG/Travaux, le titulaire subit, par jour de retard :

#### 7.3.1 – Pénalités pour retard ou pour non réponse à la demande de devis

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/Travaux, pour toute absence de réponse dans un délai de 10 jours ouvrés suite à une demande de devis, le chargé de sécurité pyrotechnique se verra appliquer une pénalité journalière H.T. fixée à : **50 € HT/jour**.

#### 7.3.2 – Retard dans la remise des documents au cours de la période de préparation

Nature des documents	Montant de la pénalité
Documents énoncés dans le C.C.T.P.	50 € / jour / document

#### 7.3.3 – Retard dans la remise des documents au cours de l'exécution des prestations

Nature des documents	Montant de la pénalité
Documents énoncés dans le C.C.T.P.	50 € / jour / document

#### 7.3.4 – Retard dans la remise des documents après l'exécution des prestations

Nature des documents	Montant de la pénalité
Documents énoncés dans le C.C.T.P.	80 € / jour / document

#### 7.3.5 – Retard dans l'exécution partielle ou totale des travaux

Nature des prestations	Montant de la pénalité
Chantier de dépollution pyrotechnique	50 € / jour



### 7.3.6 – Retard dans la levée des réserves

<i>Nature des prestations</i>	<i>Montant de la pénalité</i>
Prestation objet d'une réserve pour laquelle le délai de levée de réserve est d'au moins 10 jours ouvrés ou 1 mois si la réserve fait suite au contrôle qualité	75 € / jour / réserve

### 7.4 Pénalités forfaitaires pour absence aux réunions

Les pénalités s'appliquent dès lors que le préavis est égal ou supérieur à une (1) semaine.

<i>Nature de la réunion</i>	<i>Montant de la pénalité</i>
Absence du chef de projet à une réunion de préparation, de consultation ou de coordination.  L'absence de présentation des documents ou diaporamas énoncés dans le C.C.T.P., lors des réunions précitées, équivaut à une absence.	100 € / Absence

### 7.5 Pénalités forfaitaires et unitaires pour incapacité

<i>Nature de l'incapacité</i>	<i>Montant de la pénalité</i>
L'étude de sécurité pyrotechnique fait l'objet d'un 3 <sup>e</sup> refus d'approbation par l'inspection du travail.	150 € H.T. (forfait)
Refus supplémentaire.	250 € H.T. (unitaire)

### 7.6 Prime d'avance

Sans objet.

## **ARTICLE 8 – CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS**

### 8.1 Essais et contrôles des ouvrages

Le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de faire procéder à un contrôle qualité mettant en œuvre les moyens du titulaire. Le coût de mise en œuvre des moyens, pour le contrôle qualité, est à la charge du maître d'ouvrage. En revanche, le coût de réalisation des contrôles supplémentaires, réalisés pour la levée des réserves, est, le cas échéant, à la charge du titulaire.

Le contrôle qualité est explicité dans le C.C.T.P.

### 8.2 Réception et achèvement des prestations

Par application de l'article 41 du CCAG/Travaux, l'exécution de chaque bon de commande s'achève à l'admission des prestations dues au titre de chaque bon de commande par le représentant du maître de l'ouvrage et après remise de tous les documents dus par le titulaire.

La certification du service fait par le représentant du maître de l'ouvrage dans Chorus vaut réception des prestations.

Dans le cas où les prestations ne seraient pas admises en l'état, le RPA pourra décider de l'ajournement, de l'admission avec réfaction ou du rejet, conformément aux dispositions de l'article 53.1 du CCAG travaux.

### **8.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage**

Sans objet.

### **8.4 Documents fournis après réception**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux, il n'est pas prévu la fourniture des documents nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.).

Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E) est à remettre au plus tard un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux.

### **8.5 Délai de garantie contractuelle**

Le délai de garantie est d'un (1) an après la réception des travaux d'un bon de commande ayant pour objet la réalisation de travaux de dépollution pyrotechnique.

Au cours du délai de garantie, la 2<sup>e</sup> découverte d'un REG ou d'un déchet de REG contenant, par nature, de la matière explosive primaire ou secondaire ou présentant, à l'identification visuelle, des traces de matière explosive dont la quantité serait suffisante pour entraîner potentiellement un événement pyrotechnique ; entraîne, aux frais du titulaire, la mise en œuvre du contrôle qualité défini au CCTP. Si les travaux doivent être repris, ils sont réalisés par le titulaire, à ses frais.

### **8.6 Garanties particulières**

Sans objet.

## **ARTICLE 9 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet d'un bon de commande :

- En cas d'appels d'offres de marchés relatifs à des diagnostics pyrotechniques et/ou des travaux de dépollution pyrotechnique déclarés sans suite ;
- En cas de résiliation du marché relatif au diagnostic pyrotechnique et/ou aux travaux de dépollution pyrotechnique.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS DE MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN**

Sans objet

## **ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE**

En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du chargé de sécurité pyrotechnique portant sur les domaines concernés par le présent accord cadre, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 7 emporte la résiliation du marché sans indemnité.

Suite à la résiliation, et en application des dispositions de l'article 27 du CCAG/TVX, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire du présent marché.

## **ARTICLE 12 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS REMIS**

Il est fait application de l'article 45 du CCAG/TVX.

## **ARTICLE 13 – ASSURANCE**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le chargé de sécurité pyrotechnique devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241.1 du code des assurances.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du chargé de sécurité pyrotechnique.

#### ARTICLE 14 – COMMUNICATION DU REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG/Travaux :

- L'ordre de service est le moyen de communication du représentant de la maîtrise d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre ;
- Les ordres de service sont notifiés par le représentant de la maîtrise d'ouvrage à l'entreprise titulaire de l'accord-cadre ;
- Toutes les décisions du représentant au pouvoir adjudicateur seront notifiées au titulaire par ordre de service du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

#### ARTICLE 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/TVX ;
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 27.1 du CCAG/TVX ;
- L'article 4.1 du CCAP déroge aux articles 18.1.1, 28.1 et 28.2.1 du CCAG/TVX ;
- L'article 4.4 du CCAP déroge à l'article 31.1.4 du CCAG/TVX ;
- L'article 4.5 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG/TVX ;
- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/TVX ;
- L'article 6.4 du CCAP déroge aux articles 12.1 et 12.3 du CCAG/TVX ;
- L'article 7.3 du CCAP déroge aux articles 19.2.1, 19.2 et 19.3 du CCAG/TVX ;
- L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG/TVX ;
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 2 et 3.8 du CCAG/TVX ;
- L'article 3.2 de l'AE déroge à l'article 13.1.2 du CCAG/TVX.

A Bordeaux, le 27/05/2026

Le représentant du pouvoir adjudicateur,

*Par suppléance,*

L'ingénieur en chef de 1<sup>ère</sup> classe Raoul DELEUZE  
Adjoint au directeur, chargé des opérations  
du Service d'Infrastructure de la Défense  
Sud-Ouest

